

**CARETTE**  
TAILLEUR  
87, Rue de Lannoy  
ROUBAIX  
COMPLETS  
SUR MESURE  
210 fr.

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VIEUVE ALFRED REBOUX

LENDI 4 JUILLET 1934

**E. REY**  
de l'Université de Paris  
11, rue Sainte-Thérèse, 11  
(Place Sainte-Elisabeth)  
ROUBAIX  
Spécialiste pour Dentiers  
perfectionnés, garantis  
Prix modérés.

## BILLET PARISIEN

### Vers la révision du Traité de Versailles...

(D'un rédacteur spécial)

Paris, 3 juillet. (Minuit).  
La lettre adressée par l'Angleterre à la France pour l'inviter à la Conférence du 16 juillet, est arrivée ce soir à Paris. Avant sa réception, cet après-midi, le Quai d'Orsay avait publié un communiqué destiné à démentir une information parue dans un journal du matin. Selon les renseignements de ce journal, le Gouvernement britannique, en formulant l'invitation, aurait tracé le programme du Congrès de Londres. Cinq points principaux marqueraient la limite et l'objet des travaux :

- 1° Le rapport des experts sur le cadre du Traité de Versailles, les puissances signataires devant formuler leur adhésion à ce rapport;
- 2° Fixation de la date à laquelle les Allemands devront avoir pris toutes les mesures nécessaires à son exécution;
- 3° Fixation de la date — au plus tôt — à laquelle les Alliés renonceraient aux gains économiques qu'ils détiennent actuellement en Allemagne;
- 4° La Commission des Réparations ne sera plus chargée désormais de connaître des manquements éventuels de l'Allemagne; un organisme nouveau sera créé et les litiges seront portés à la Cour de Justice de La Haye;
- 5° Les dettes interalliées et le problème de la sécurité sont exclus du débat.

On ne peut encore formuler que des conjectures sur le contenu de la note anglaise. Nous nous permettons toutefois de constater que les suggestions que l'on vient de lire répondent point par point aux idées exposées le 23 juin, aux Communes, par M. Mac Donald. Contrairement ce rapport des experts ne coïncide ni avec la lettre, ni avec l'esprit du Traité, il déclare, ce jour-là, que les Alliés devraient amener l'Allemagne à s'associer bénévolement à sa mise en œuvre.

On devine les dangers de la procédure ainsi ouverte. L'accepter telle quelle, ce serait précipiter la révision de l'œuvre de Versailles. Jusqu'à quel point M. Herriot a-t-il acquis ces propositions de M. Mac Donald? Le Président du Conseil, qui s'est expliqué hier sur son programme, devant la Commission du Sénat, ne semble pas avoir précisé les engagements qu'il aurait pu prendre dans ce sens, mais nous serons bientôt fixés.

## La Chambre valide les élections du Nord

### M. Lebas combat l'annulation que demandaient les communistes

#### Socialistes et communistes s'accusent mutuellement de l'échec de M. Inghels et échangent de vifs propos

Paris, 3 juillet. — La séance est ouverte à 15 h., sous la présidence de M. Painlevé. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du 7<sup>e</sup> bureau tendant à la validation des élections du département du Nord.

**M. Baroux réclame l'invalidation**  
M. Baroux, député communiste, combat ses conclusions parce qu'notamment elles acceptent la non-élection de M. Inghels et qu'elles proclament M. Loucheur blanc comme l'agacau. (Exclamations et rires.)

M. Guérin interrompant M. Lebas, lui dit qu'il est responsable de la défaite de M. Inghels, de le prouver. (Exclamations.)

M. Baroux. — Je demanderai à la Chambre si elle entend faire respecter la liberté du suffrage universel.

M. Baroux base sa demande d'invalidation sur le fait que des candidats d'une liste déposée à la Préfecture après les délais concrets, contrairement à la loi, des noms de candidats appartenant à d'autres listes ont été enregistrés.

« L'orateur a été contre de tels procédés de panachage, qu'il qualifie de « panachage ». (Applaudissements sur les bancs communistes.)

Ces listes, dit-il, expédiées de Paris sous enveloppes attachées, ont trompé les électeurs du Nord et ne sont pas valables.

M. Baroux affirme que ces manœuvres ont fait perdre des voix, notamment à l'abbé Lemire, à M. Inghels et surtout au profit de MM. Loucheur, Daniel Vincent et Fernand Motte.

Tous les socialistes après sur la liste des sinistres ont fait l'historique et qui travaille, dit-il, à faire passer 3 milliards aux sinistres adhérents.

M. Baroux s'en prend particulièrement à M. Ducrocq, avocat-conseil de l'Union des sinistres, dont il a fait l'historique et qui travaille, dit-il, à faire passer 3 milliards aux sinistres adhérents.

M. Baroux s'en prend particulièrement à M. Ducrocq, avocat-conseil de l'Union des sinistres, dont il a fait l'historique et qui travaille, dit-il, à faire passer 3 milliards aux sinistres adhérents.

Tous les regards se tournent vers M. Inghels, lui-même, impassible à ce débat, de la tribune des anciens députés.

M. Lebas se retourne avec une grande vivacité contre les communistes, qu'il accuse de suivre aveuglément les ordres de Moscou, pour se racheter de leur défaite du 11 mai.

M. Lebas. — Vous voulez montrer à vos électeurs que vous êtes prêts à les suivre aveuglément, et pour couvrir votre manœuvre, vous faites semblant de prendre la défense de notre bon camarade Inghels, qui a nullement besoin d'être défendu par vous. (Vifs applaudissements socialistes.)

« Vous avez contribué à lui fermer la porte du Parlement » riposte M. Lebas.

Vous avez, Messieurs les communistes, largement contribué à lui fermer la porte du Parlement. (Applaudissements socialistes.) Et au milieu des applaudissements frénétiques de ses amis, M. Lebas lit des extraits d'articles du journal communiste du Nord, l'« Echaillé », qui injurient M. Inghels, le qualifiant de « bandit, traître à la classe ouvrière », et accusent M. Inghels d'avoir mené sa campagne à propos des

Séance demain après-midi : discussion de la proposition de résolution tendant à la nomination des Commissions des marchés de la guerre, des spéculations, des pensions, des boissons, et suite de la vérification des pouvoirs.

**L'incident Inghels-Baroux**  
UNE EXPLICATION DE L'ANCIEN DÉPUTÉ DU NORD

M. Inghels, ancien député du Nord, a fait dans les couloirs de la Chambre la déclaration suivante :

« J'ai rencontré M. Baroux dans le couloir, au moment où il sortait de la réunion du septième bureau, qui venait d'accepter le rapport concluant à la validation des élections du Nord. Il me demanda des renseignements que je lui fournis de bonne grâce au foin de la Chambre.

« C'est ce que M. Baroux appelle une démarche ».

## Une délégation des Ingénieurs Civils de France

### visite, à Tourcoing, les établissements Tiberghien frères

Constater les progrès réalisés dans la reconstruction des grandes entreprises situées dans les régions dévastées, tel était le principal motif des visites faites à certains centres du Nord et du Pas-de-Calais par une délégation de la Société des Ingénieurs civils de France.

Celle-ci, conduite par son président, M. Henri Delloye, président du Conseil d'Administration...

C'est grâce à l'exploitation méthodique de ces houillères, à la proximité de la Belgique avec ses ressources importantes en charbon, à un réseau très dense de voies ferrées et navigables, à un enseignement technique extrêmement développé pour les degrés, que notre région et notre ville en particulier, ont atteint la prospérité industrielle qui les fait jaillir sur ce point par beaucoup d'autres centres.

Ce magnifique patrimoine a été mis en plein



UN GROUPE DES EXCURSIONNISTES A LA SORTIE DE LA MAIRIE

par quatre années d'occupation, pendant lesquelles le boche s'est ingénié à ruiner systématiquement la région en détruisant les usines qui avaient échappé à la destruction par les obus, en contraignant à la misère, aux travaux forcés et à la déportation, la jeunesse locale au pays envahi.

Au lendemain de la libération, le spectacle de la ville de Tourcoing était lamentable. De 50.000 habitants, chiffre normal, sa population était descendue à 25.000 âmes et encore ce nombre ne comprenait-il que des états affaiblis par quatre années de privation et de tristesse. Il a fallu toute l'énergie naturelle de notre race pour rétablir une situation que nombre d'esprits pondérés considéraient comme irrémédiablement compromise.

Et cependant, au bout d'un an, la ville avait retrouvé son aspect d'antan, son caractère d'activité conjuré. Le relief habituel de Tourcoing reconstruit à Bourdon-Bois d'une activité fébrile. Vous avez pu apprécier, par la visite des établissements industriels, à quel point nous sommes et vous vous êtes fait une idée plus juste de l'importance des ruines et des dommages que nous avons eu à relever et à réparer. Le magnifique résultat que vous avez constaté est dû aux qualités de l'ouvrier tourcoingois et aussi au labeur patient et courageux de l'esprit d'initiative et de persévérance dans l'effort, qui caractérise les industriels et commerçants de notre ville.

Cet état d'esprit vous permettra de comprendre la vive satisfaction et la fierté que chacun de nous éprouve à recevoir dans notre Hôtel de Ville des hommes qui, sont à même, par leur préparation scientifique, par leurs éminentes qualités professionnelles, de comprendre et d'apprécier leur œuvre.

Tous les habitants de Tourcoing savent que leur sort est lié aux progrès de l'industrie; aussi ont-ils désiré vous exprimer, par l'organe de leur Municipalité, en quelle haute estime ils tiennent votre Association, dont l'action a été et continue d'être si heureuse pour le développement du pays.

C'est avec un sentiment de leur gratitude pour les services que vous avez rendus dans le passé à la cause de la prospérité nationale et pour le zèle que vous avez déployé pour le plus grand bien de notre pays tout entier, la Société des Ingénieurs civils de France.

**REPOSE DE M. H. DELLOYE**  
M. Henri Delloye répondit à l'allocution de M. le docteur Leduc :

« Vous rapportez ce que j'ai dit, un souvenir inoubliable de notre passage à Tourcoing. Ce que nous avons vu ici a dépassé notre attente. Nous avons été frappés de la bonté, tenue de votre ville industrielle; on a l'impression de vivre dans un milieu très harmonieux, où chefs et ouvriers collaborent dans un esprit de concorde et avec le souci du rendement parfait.

Cet hommage rendu à nos populations a suscité des applaudissements nourris.

Dès que les vifs d'honneur ont été offerts, la délégation a visité les salles des archives et du Musée. Les diverses expositions ont été remarquées par de nombreux ingénieurs chez qui la science n'exclut pas l'art.

Un cours de cette visite au Musée, le sympathique Jules Watteaux a été présenté à la délégation. Ce lui fut l'occasion de rappeler quelques souvenirs de l'occupation, ce qu'il fit avec tout l'honneur qu'on lui connaît.

À midi, la délégation quittait l'Hôtel de Ville pour se rendre aux ateliers métallurgiques de Fives-Lille ».

**Discours de M. Lebas**  
M. Lebas, député socialiste du Nord, rappelle dans quelles conditions le Parti socialiste mena la campagne électorale.

M. Lebas. — Suivant nos traditions, le Parti socialiste alla à la bataille avec son programme, avec ses idées et surtout contre la liste des républicains modérés et contre la liste de M. Loucheur-Denis.

Il désigna le Parti communiste. (Exclamations sur les bancs communistes.)

M. Clamansou. — Il vous le rend bien!

M. Lebas parle ensuite des résultats obtenus dans le Nord par le Parti socialiste aux élections du 11 mai.

M. Lebas. — Je ne m'en donne pas d'avoir entendu l'orateur bolcheviste. (Rires et applaudissements.)

M. Jean Renaud. — Très bien.

M. Lebas montre que ses amis ont caractérisé-t-il pas le communisme? (Applaudissements sur divers bancs, Exclamations.)

M. Lebas. — Je ne m'en donne pas d'avoir entendu cet orateur demander l'annulation de toutes les élections du Nord, parce qu'il veut remettre en question la victoire socialiste.

Un communiste. — Vous avez peur.

M. Lebas exprime la douleur de ses collègues socialistes et de lui-même, de la défaite de leurs amis, qui ont été vaincus, et qui ont subi la bataille contre les gros profiteurs des dommages de guerre.

M. Inghels fut victime de la manœuvre dont le directeur fut M. Ducrocq, avec la complicité des dirigeants de l'Union des sinistres.

L'orateur ajoute que ses amis et lui avaient soupçonné M. Loucheur, M. Daniel Vincent et leurs amis d'avoir été complétes de cette manœuvre du bulletin du bloc des gauches.

M. Lebas. — Mais dans un débat de cette nature, nous avons le devoir de dire toute la vérité.

En bien, la vérité, c'est que la preuve de cette collusion reste à faire. (Mouvement.)

M. Jean Renaud. — Parlez vite!



**M. LEBAS, DÉPUTÉ DU NORD**  
M. LEBAS, député du Nord, rappelle dans quelles conditions le Parti socialiste mena la campagne électorale.

M. LEBAS. — Suivant nos traditions, le Parti socialiste alla à la bataille avec son programme, avec ses idées et surtout contre la liste des républicains modérés et contre la liste de M. Loucheur-Denis.

Il désigna le Parti communiste. (Exclamations sur les bancs communistes.)

M. Clamansou. — Il vous le rend bien!

M. LEBAS parle ensuite des résultats obtenus dans le Nord par le Parti socialiste aux élections du 11 mai.

M. LEBAS. — Je ne m'en donne pas d'avoir entendu l'orateur bolcheviste. (Rires et applaudissements.)

M. Jean Renaud. — Très bien.

M. LEBAS montre que ses amis ont caractérisé-t-il pas le communisme? (Applaudissements sur divers bancs, Exclamations.)

M. LEBAS. — Je ne m'en donne pas d'avoir entendu cet orateur demander l'annulation de toutes les élections du Nord, parce qu'il veut remettre en question la victoire socialiste.

Un communiste. — Vous avez peur.

M. LEBAS exprime la douleur de ses collègues socialistes et de lui-même, de la défaite de leurs amis, qui ont été vaincus, et qui ont subi la bataille contre les gros profiteurs des dommages de guerre.

M. Inghels fut victime de la manœuvre dont le directeur fut M. Ducrocq, avec la complicité des dirigeants de l'Union des sinistres.

L'orateur ajoute que ses amis et lui avaient soupçonné M. Loucheur, M. Daniel Vincent et leurs amis d'avoir été complétes de cette manœuvre du bulletin du bloc des gauches.

M. LEBAS. — Mais dans un débat de cette nature, nous avons le devoir de dire toute la vérité.

En bien, la vérité, c'est que la preuve de cette collusion reste à faire. (Mouvement.)

M. Jean Renaud. — Parlez vite!

**LES CHANGES**  
Mercredi Jeudi  
Livre..... 83.78 84.66  
Dollar..... 19.43 19.61  
Belgique... 87.80 87.825

**LES PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES**  
QUELLE SERA L'ATTITUDE DES ALLIÉS DEVANT LES RÉSERVES ALLEMANDES?  
Paris, 3 juillet. — On ne sait encore rien de précis touchant la réponse qui sera faite à la note allemande sur le désarmement. Au point d'Orsay, on attend avant de se prononcer, que le Comité militaire, que préside le maréchal Foch, d'une part, la Conférence des Ambassadeurs, de l'autre, aient formulé leur avis. Or, le maréchal ne s'est pas encore prononcé, les ambassadeurs ne se sont pas réunis.

Quoi qu'il en soit, il est à peu près certain, dit-on, dans les milieux officiels, que les alliés répondront au gouvernement allemand en prenant acte de son acceptation, en demandant certaines précisions sur des points que la note du Reich laisse dans l'ombre, et peut-être en opposant certaines réserves aux réserves contenues dans la réponse allemande.

**La réponse de la Conférence des ambassadeurs à la note allemande**  
Versailles, 3 juillet. — La Conférence des ambassadeurs, réunie ce matin, a pris connaissance du rapport du Comité militaire de Versailles sur la note allemande du 20 juin; elle s'est mise d'accord, sous réserve de l'approbation des gouvernements, sur les grandes lignes de la réponse à la note allemande relative au contrôle militaire.

Une réunion des présidents des Etats allemands à Berlin  
Berlin, 3 juillet. — Le gouvernement de Berlin a exposé, ce matin, son point de vue concernant la situation politique actuelle et la question du rapport des experts aux présidents des Etats allemands qui se sont réunis ce matin.

**L'introduction de la législation laïque en Alsace-Lorraine**  
M. HERRIOT AURAIT L'INTENTION DE TEMPORISER  
Parlant de l'application des lois laïques à l'Alsace et à la Lorraine, un de nos confrères parisiens annonce que des négociations sont engagées à Paris, entre les représentants des départements reconquis et le gouvernement, et il ajoute :

« Si nous sommes bien informés, le président du Conseil, qui a pour l'Alsace, à laquelle de vieux souvenirs le rattachent, des sentiments profondément affectueux, a pris l'engagement de ne rien faire sans consulter les Chambres et de ne rien proposer à celles-ci avant les vacances. M. Herriot fera, à ce sujet, une déclaration importante à la tribune du Parlement, le 8 juillet prochain.

## La résistance des Riffains met en grave danger les troupes espagnoles

**DES OPERATIONS DECISIVES SONT PRÉPARÉES**  
Madrid, 3 juillet. — Un communiqué du Directeur constatait, hier, que la résistance des Riffains, solidement établis sur des positions excellentes, a empêché les troupes espagnoles d'atteindre et de ravitailler les postes fortifiés de Coladarsa et de Hoj, mais deux colonnes, commandées chacune par un général, sont actuellement en formation pour débayer le terrain et rétablir les communications avec les postes encerclés. Le communiqué ajoute :

« La nécessité de maintenir cette communication entraîne, pour quelques postes, étant donné le système suivi jusqu'à aujourd'hui, une situation d'infériorité qui pousse l'ennemi à tenter de les isoler et qui oblige d'étendre les opérations que commandent l'honneur et la solidarité militaires. Quel que soit le sacrifice à faire, l'ennemi doit être sévèrement châtié ».

Le communiqué espère que les combats de ces jours prochains permettront de sécuriser ces postes et de rétablir les communications. D'autres opérations plus développées suivront.

**L'Espagne ne craint pas le soulèvement des Kabyles**  
Le Directeur déclare qu'il est exact que les méchâta de Balaouit soient passés dans le camp ennemi. Les méchâta de Balaouit et du chef Eddit combattent aux côtés des Espagnols, Quant aux Kabyles de Anzera, en Djano, elles observent la plus grande tranquillité.

Le Directeur croit que la rapidité des mesures adoptées par le général en chef et la fidélité des troupes indigènes vont éviter un soulèvement général des Kabyles. La nouvelle arrive de Mellila sans autres détails, de la mort du café El Hamido, un chef riffain de grand prestige, ami de l'Espagne.

**Les récents combats**  
Un communiqué officiel du Maroc annonce que, dans les combats de mardi, huit officiers, dont deux indigènes, ont été tués ou grièvement blessés. Une centaine de soldats, la plupart indigènes, ont été tués ou blessés.

**Des renforts sont envoyés en Espagne**  
Plusieurs vapeurs chargés de renforts de troupes et de matériel sont partis dans la soirée, de Malaga et d'Alcázar, à destination de Ceuta.

Le général Primo de Rivera a annoncé que les opérations commenceront jeudi dans la zone occidentale du Maroc espagnol. Il a ajouté qu'il partirait pour le Maroc le 8 ou 9 juillet prochain.

**LE PANACHAGE DANS LES ÉLECTIONS DU NORD**  
M. Lebas s'élève contre le « panachage » qui a été pratiqué dans les élections du Nord. Il rappelle que les socialistes et les communistes ont été vaincus, et qu'ils ont subi la bataille contre les gros profiteurs des dommages de guerre.

M. Lebas. — Je ne m'en donne pas d'avoir entendu cet orateur demander l'annulation de toutes les élections du Nord, parce qu'il veut remettre en question la victoire socialiste.

Un communiste. — Vous avez peur.

M. Lebas exprime la douleur de ses collègues socialistes et de lui-même, de la défaite de leurs amis, qui ont été vaincus, et qui ont subi la bataille contre les gros profiteurs des dommages de guerre.

M. Inghels fut victime de la manœuvre dont le directeur fut M. Ducrocq, avec la complicité des dirigeants de l'Union des sinistres.

L'orateur ajoute que ses amis et lui avaient soupçonné M. Loucheur, M. Daniel Vincent et leurs amis d'avoir été complétes de cette manœuvre du bulletin du bloc des gauches.

M. Lebas. — Mais dans un débat de cette nature, nous avons le devoir de dire toute la vérité.

En bien, la vérité, c'est que la preuve de cette collusion reste à faire. (Mouvement.)

M. Jean Renaud. — Parlez vite!

**Intervention de M. René Coty**  
M. René Coty, rapporteur, confirme les termes de son rapport, qui a été publié au « Journal Officiel » et qui constate que si on peut regretter le panachage et la distribution des listes panachées, la loi ne condamne pas ces manœuvres, et que les conséquences des élections du Nord sont régulières.

D'ailleurs, ces élections ont amené à la Chambre, deux députés appartenant à tous les groupes de la Chambre, depuis la droite jusqu'aux communistes.

**IL N'Y A PAS ETE DEMONTRÉ QU'UN SEUL ÉLU AIT PROFITÉ DES MANŒUVRES**  
M. René Coty. — Que la manœuvre de l'Union des Sinistres ait eu pour but de tromper les électeurs, c'est certain. Que les élus aient été de connivence avec les auteurs de ces manœuvres, nous ne le savons pas. Non. La sous-commission du Tr. a été unanime à reconnaître la manœuvre de l'Union des Sinistres. Il y a eu une très vilaine cuisine électorale qui s'est faite clandestinement dans les sous-sols de cette paisible société que l'Union des Sinistres, et sans prétexte de combinaisons de liste, ses manœuvres n'avaient qu'un but : Evincer M. Inghels.

Mais ces manœuvres ont elles eu la complicité d'un seul élu; il n'a pas été démontré qu'un seul élu ait profité de ces manœuvres. On avait vu en cause M. Loucheur.

M. Lebas a déclaré: Il n'y a eu aucune preuve, et M. Loucheur peut comme M. Thiers, répondre avec philosophie qu'il est un vieux paillard sur lequel il a déjà beaucoup plu. (Rires applaudissements.)

**LA CHAMBRE NE PEUT SE SUBSTITUER AUX ÉLECTEURS**  
Les électeurs du Nord ont été prévus à temps, par les intéressés, de la confection de ces listes panachées, et la Chambre peut regretter en M. Inghels, un collègue laborieux, consciencieux, elle ne peut se substituer aux électeurs du Nord, qui ont voté en toute liberté. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

**Un incident**  
M. Baroux remonte à la tribune pour dire que s'il a pris la défense de M. Inghels, c'est venu lui rendre visite.

M. Inghels dit à voix basse aux députés socialistes qui sont au-dessous de lui, que c'est inexact. (Mouvement.)

M. Georges Richard crie ce docteur.

Mais M. Baroux maintient son affirmation.

Le Président met fin à l'incident en mettant aux voix par scrutin public la tribune, la demande d'annulation des élections du Nord.

Le docteur des députés communistes à 17 h., se poursuit sans incident.

**L'annulation repoussée par 376 voix contre 19**  
Le scrutin est clos à 18 h.

Le Président proclame les résultats: L'annulation des élections du Nord est repoussée par 376 voix contre 19. Ces élections sont donc validées.

En conséquence: MM. Ecoffier, Léon Delory, Lebas, Saint-Venant, Plat, Daniel-Vincent, Loucheur, Lemire, Macrea, Desailles, des Rotours, Loucheur, Crepel, Grossain, Nicole, Louis Desjournes, Bara, Desoblin, Briffaut, Coppex et Beauvillain, sont admis.

Séance levée à 18 h. 35.

Séance demain matin : discussion de la proposition de loi sur les loyers.

**« Pauvre Inghels, ses amis l'abandonnent », dit M. Cachin**  
M. Lebas continuant à combattre les propositions communistes, M. Marcel Cachin interrompant, dit: « Pauvre Inghels, ses amis même l'abandonnent ». (Applaudissements communistes, protestations socialistes.)

## LA LIBERTÉ DU VOTE EST DESORMAIS ENLEVÉE AUX DÉPUTÉS SOCIALISTES

Paris, 3 juillet. — Le groupe socialiste S.F.I.O., afin d'éviter le renouvellement de l'incident qui s'est produit samedi, lors du vote des crédits de la Ruhr et au cours duquel le groupe s'est trouvé divisé, a décidé, pour toutes les séances où un vote important devrait être émis, de tenir une réunion préparatoire, 223 sur son attitude.

**« Vous avez contribué à lui fermer la porte du Parlement » riposte M. Lebas.**

**LES CHANGES**  
Mercredi Jeudi  
Livre..... 83.78 84.66  
Dollar..... 19.43 19.61  
Belgique... 87.80 87.825

**LES PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES**  
QUELLE SERA L'ATTITUDE DES ALLIÉS DEVANT LES RÉSERVES ALLEMANDES?  
Paris, 3 juillet. — On ne sait encore rien de précis touchant la réponse qui sera faite à la note allemande sur le désarmement. Au point d'Orsay, on attend avant de se prononcer, que le Comité militaire, que préside le maréchal Foch, d'une part, la Conférence des Ambassadeurs, de l'autre, aient formulé leur avis. Or, le maréchal ne s'est pas encore prononcé, les ambassadeurs ne se sont pas réunis.

**L'introduction de la législation laïque en Alsace-Lorraine**  
M. HERRIOT AURAIT L'INTENTION DE TEMPORISER  
Parlant de l'application des lois laïques à l'Alsace et à la Lorraine, un de nos confrères parisiens annonce que des négociations sont engagées à Paris, entre les représentants des départements reconquis et le gouvernement, et il ajoute :

**Un incident**  
M. Baroux remonte à la tribune pour dire que s'il a pris la défense de M. Inghels, c'est venu lui rendre visite.

**L'annulation repoussée par 376 voix contre 19**  
Le scrutin est clos à 18 h.

**M. PAUL-BONGOUR COMMISSAIRE AUX ARMÉES...**  
La Commission de l'Armée a élu M. Maginot pour son président, contre M. Paul-Bongour.

Cela ne faisait pas l'affaire du Cartel des Gauches et M. Herriot a pris la décision suivante :

Une Commission d'études, composée des chefs d'état-major de l'armée et de la marine, des directeurs et chefs de service des ministères intéressés à la défense nationale, vient d'être créée pour élaborer les propositions soumises au conseil supérieur de la défense nationale. Cette Commission a plus particulièrement pour mandat de préparer la mobilisation des forces industrielles du pays, la coordination des services et les rapports de la défense nationale avec la Société des Nations et les pactes d'assistance mutuelle.

Par arrêté du président du Conseil, M. Paul-Bongour, ancien ministre, a été désigné pour présider les travaux de cette Commission.

M. Paul-Bongour aura la mission des anciens commissaires aux armées, qui surveillaient et organisaient les généraux.

**PETITES NOUVELLES**  
FRANCE  
— Une Allemande parisienne, Simone Tuillandier, disparue à la suite d'une remorqueuse de ses parents, a été retrouvée à Scailly.

— Le courrier de Berra, M. Hozonit, disparu depuis plusieurs mois, n'a pas encore été retrouvé.

— Le mari meurtrier du bombardier des Baléaques et de son épouse, M. Hozonit, disparu de son domicile, de graves escroqueries ont été commises.

— Un vapeur a été une péniche, sur la Seine, près de Sabor (S. I.). Le matériel breton s'est noyé.

— Elle lauriers américains ont été décernés à « Berengaria », à Cherbourg.

— Financiers mines de plomb argentifères, à Trémoisan, ont été inaugurés par le Préfet des Côtes-du-Nord.

— Le Comité des éleveurs du commerce extérieur des bœufs, en France.

— La Ligue Maritime et Coloniale française a élu une délégation à été reçue par M. Doumergue, ministre, du 12 au 19 juillet, une grande Semaine Maritime.

— Les obusques de M. Robert de Juvenay, récentes de la Guerre, ont été de la République de Cameroun, ont été livrés à Paris.

**ÉTRANGER**  
— La Conférence de la Petite Entente se réunira à Prague, le 11 juillet.

— Le Prince de Galles sera, le 23 juillet, commandeur grand maître de l'Ordre de l'Étoile du Nord, en l'honneur de son oncle, le Duc de Connaught.

— Le maréchal Lyautey a inspecté le 30<sup>e</sup> régiment de l'Océan.